



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Contre la dictature de la dette et de l'austérité

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE GRECS

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 25 JUIN 2015

Depuis 2008 la Grèce vit sous le régime de plomb de l'austérité. Les résultats sont un désastre social et une catastrophe humanitaire : la dette est passée de 124% du PIB à 180% ; les salaires et les retraites ont été amputés de 30%, le chômage est passé de 8% à 28% (60% pour les jeunes), le système de santé est totalement délabré, le nombre de Grecs vivant sous le seuil de pauvreté a doublé.

La dette grecque n'est pas celle de son peuple

Les causes de cette situation sont connues : ce sont les politiques mises en place partout en Europe, y compris en France. La montée de la dette n'est que le résultat des politiques suivies depuis des années pour satisfaire les banquiers, les capitalistes. Quant aux « aides » dont a bénéficié la Grèce, les deux tiers des fonds ont servi à renflouer les banques (d'abord françaises et allemandes), pas à secourir les couches populaires... La dette grecque n'a donc rien de légitime : elle est le produit de politiques favorables aux privilégiés.



Leur mépris des peuples

En votant pour Siriza en janvier dernier, les grecs ont dit qu'ils voulaient en finir avec l'austérité. Mais depuis 5 mois, le Fond monétaire international (FMI), la Commission européenne (CE) et la Banque centrale européenne (BCE) n'ont qu'une idée en tête: obliger le gouvernement grec à renoncer aux mesures les plus progressistes de son programme, l'acculer à la capitulation. Et à l'exception de quelques mesures votées par le parlement, le 1^{er} ministre Tsipras a déjà reculé sur les principaux points de son programme.

En début de semaine, le gouvernement grec a accepté de nouveaux reculs, notamment sur la question des retraites et sur de nouvelles taxes pour obtenir le déblocage d'une tranche d'aide de 7,2 milliards d'euros afin de poursuivre le remboursement de la dette aux conditions de la Troïka.

Ce qui n'empêche pas Hollande d'en demander encore plus en déclarant : « Les bases d'un accord

sont aujourd'hui réunies » même s'il « reste du travail entre les institutions et le gouvernement grec » ! Et cela au moment même où le gouvernement Vals-Macron-Cazeneuve accélère ses attaques contre le monde du travail, les retraités, les exilés, les jeunes.

Faire de la Grèce un exemple

En piétinant le choix des électeurs grecs, il s'agit pour Hollande, Merkel et toutes les bourgeoisies européennes de faire de la Grèce un exemple. Afin de prouver qu'on ne peut pas échapper à l'austérité. Et éviter que sa révolte ne fasse tâche d'huile, non seulement en Espagne, mais ici aussi ou en Allemagne.

Mais lorsque Juncker, le Président de la Commission européenne se croit malin en déclarant : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens », il ne prouve qu'une chose. C'est qu'il ne suffit pas de voter pour en finir avec l'austérité. C'est qu'il n'y a pas de changement possible sans mobilisation d'ampleur, en défense de mesures radicalement anticapitalistes.

En voulant à tout prix chercher à trouver un impossible compromis avec les institutions internationales, Tsipras a refusé d'utiliser, jusqu'à présent, la seule arme efficace. Un appel à la mobilisation du peuple pour engager le bras de fer : en arrêtant de rembourser la dette, en imposant le contrôle des capitaux pour les empêcher de fuir et en expropriant le système bancaire pour l'empêcher de nuire.

Solidarité avec le peuple grec

En Grèce comme ici, la réponse à l'arrogance des affameurs est la solidarité des travailleurs et des peuples pour défendre leurs droits, imposer l'annulation de la dette dont ils ne sont en rien responsables. Plus que jamais, le NPA revendique son annulation.

La résistance du peuple grec est nécessaire à tous les peuples européens. C'est pourquoi nous devons l'aider à changer le rapport de force qui l'écrase.

QUAND RENAULT ET PSA LORGNENT VERS L'AFRIQUE

Après les usines Renault à Tanger et Oran, c'est au tour de PSA d'annoncer une usine à Kenitra au Maroc et un projet en Algérie. Preuve que l'Afrique du Nord demeure une région importante pour le capitalisme français. Le travail des salariés, en France et dans tous les autres pays, est à l'origine des profits utilisés pour investir.

Avec ces nouvelles usines, Renault et PSA augmentent la concurrence pour peser sur les salaires et les conditions de travail de tous.

Mais la grande grève qui s'est déroulée, il y a un mois, avec succès chez Renault en Turquie pour une augmentation des salaires montre comment les politiques patronales peuvent être mises en échec. Les luttes des uns servent les intérêts de tous !

Renault et PSA en Afrique : cela doit stimuler la solidarité avec les travailleurs de l'autre côté de la Méditerranée pour être plus forts ensemble.

ALORS QU'IL BLOQUE NOS SALAIRES, CARLOS GHOSN CONTINUE DE S'ENRICHIR

Les assemblées d'actionnaires se suivent et se ressemblent. Après Renault en mai, Nissan a déclaré, mardi 23 juin, avoir versé à Carlos Ghosn 1,035 milliard de yens (7,4 millions d'euros) au titre de l'exercice 2014-2015, clos le 31 mars. Ce qui représente encore une hausse de 4% par rapport au total de 2013-2014.

Carlos Ghosn, l'un des patrons les mieux payés au Japon, a aussi perçu 7,2 millions d'euros de Renault, dont il est également le PDG, en 2014. Carlos Ghosn est par ailleurs président du Conseil d'administration d'AvtoVAZ, le partenaire russe de Renault et de Nissan.

Parmi les 2.451 entreprises japonaises ayant déjà enregistré leur rapport annuel, seuls 77 dirigeants employés par 32 sociétés ont perçu un salaire supérieur à 100 millions de yens, selon le cabinet Tokyo Shoko Research.

Carlos Ghosn est aussi le premier actionnaire particulier de Nissan, avec un portefeuille de 3,122 millions d'actions valant 28,3 millions d'euros au cours actuel.

HÔPITAUX EN LUTTE CONTRE L'AUSTÉRITÉ : TOUS CONCERNÉS

Pour pouvoir accorder les 40 milliards promis aux entreprises d'ici 2017, Hollande et Valls ont décidé de tailler à la hache dans les dépenses publiques. C'est cela l'austérité.

Premier visé par la saignée : l'hôpital public. Les malades ont fait les frais : fermetures de structures de proximité, délais d'attente pour les consultations de spécialiste ou les opérations, obligation d'aller en clinique privée (avec les dépassements d'honoraires à la clé).

Et pour les personnels hospitaliers, c'est la suppression d'emplois, les conditions de travail

infernales. Leur colère a éclaté à Paris contre le plan d'économies décidé par Hirsch. Elle s'étend à toute la France, à l'appel des syndicats, le 25 juin.

Contre l'austérité, pour le droit à la santé, personnels et usagers, c'est tous ensemble qu'il faut y aller.

EN FRANCE COMME EN EUROPE STOP À LA SALE GUERRE FAITE AUX MIGRANTS

Partout aux frontières de l'Europe : murs et barbelés, navires de guerre, avions et matériels sophistiqués. C'est bien d'une guerre qu'il s'agit. Contre des réfugiés qui veulent croire l'Europe terre de libertés et de droits de l'homme.

Venus d'Afrique, de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan, ou d'ailleurs, ils sont pourtant avant tout victimes d'une situation dont les grandes puissances sont largement responsables. En concurrence pour se partager le monde et piller ses richesses, elles attisent les haines, soutiennent les dictatures et sèment le chaos. Il faut arrêter de croire interdire les migrations qui en découlent par la force. Les chefs d'États européens réunis à Bruxelles fin juin sont devant leurs propres contradictions.

Les capitaux et les individus les plus fortunés circulent et s'installent où ils veulent : pourquoi seulement eux ?

EIFPAGE A MARTOT (EURE) : ENCORE 98 VICTIMES DE L'IMPÉRATIF DU PROFIT MAXIMUM

Pour un léger tassement de commandes dans une de ses multiples branches d'activité, Eiffage, le mastodonte du BTP, veut supprimer 239 emplois, dont 98 à Martot, près d'Elbeuf.

L'Etat, via Banque Publique d'Investissement, possède 20% du capital du groupe, qui vit en grande partie des commandes de l'Etat et des collectivités (ponts, stades, ouvrages d'art). Sans compter les bénéfices provenant des péages reçus suite à des concessions accordées par l'Etat (autoroute Paris Rhin Rhône, Viaduc de Millau). Eiffage draine aussi des milliards d'argent public sous forme de loyers de travaux réalisés en Partenariat-Public-Privé: prisons, stades... Une masse de fonds publics au service du privé : de quoi justifier « et » l'interdiction des suppressions d'emplois « et » une réquisition pure et simple de tout le groupe, sans indemnité ni rachat.

MAIL POUR NOUS CONTACTER :

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique